

Déclaration de François Hollande à la 67e Assemblée générale de l'ONU

par François Hollande

RÉSEAU VOLTAIRE | NEW YORK (ÉTATS-UNIS) | 25 SEPTEMBRE 2012

ESPAÑOL



Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les Représentants de vos Etats,

C'est la première fois que je m'adresse à cette tribune aux Nations unies. Je le fais avec émotion parce que je mesure ce que l'ONU fait pour notre monde, ce qu'elle a été pour notre histoire. Je le fais aussi avec responsabilité car la France est membre permanent du Conseil de sécurité et a donc des devoirs. Je viens rappeler aussi à cette tribune des valeurs qui n'appartiennent à aucun peuple, qui ne sont la propriété d'aucun continent, qui ne sont le privilège d'aucune fraction de la population. Je viens parler au nom de valeurs universelles que la France a toujours proclamées, des droits qui sont ceux de tout être humain où qu'il vive : la liberté, la sûreté, la résistance à l'oppression.

Ces valeurs et ces droits sont encore trop souvent bafoués dans

notre monde sur lequel pèsent trois grandes menaces que nous devons regarder en face. La première, c'est la menace du fanatisme qui nourrit les violences. Nous les avons encore vues ces derniers jours. La seconde, c'est l'économie mondiale affectée par une crise qui entretient des inégalités insupportables. La troisième menace c'est le dérèglement du climat qui met en péril la survie de notre planète.

C'est la mission des Nations unies que de relever ces défis et de trouver, ensemble, des réponses justes et fortes. Justes parce que sans la justice, la force est aveugle. Fortes parce que sans la force, la justice est impuissante.

Je viens aussi dire la confiance que la France porte dans les Nations unies. Ces dernières années nous avons été capables, ensemble, de mettre fin à des conflits meurtriers, prévenir des affrontements.

Mais en même temps que nous envoyons 100 000 casques bleus qui agissent au nom des Nations unies, et je veux leur rendre hommage, en même temps par division, par blocage de nos propres institutions, par inertie, l'ONU est incapable d'empêcher la guerre, les exactions, ou les atteintes aux droits des peuples. Alors, j'en tire au nom de la France une conclusion : si nous voulons rendre le monde plus sûr, il nous appartient de prendre nos responsabilités.

Comment ?

D'abord, en réformant notre organisation, l'ONU.

Le Conseil de sécurité doit mieux refléter la réalité du monde d'aujourd'hui. C'est pourquoi je rappelle une fois encore que la France soutient la demande d'élargissement formulée par l'Allemagne, le Japon, l'Inde et le Brésil. Elle est également favorable à une présence accrue de l'Afrique, y compris parmi les membres permanents. Siéger au Conseil de sécurité, ce n'est pas jouir d'un privilège au nom de l'histoire. Pas davantage satisfaire une ambition liée à la puissance économique. Siéger au Conseil de sécurité, c'est prendre l'engagement d'agir pour la paix dans le monde.

Car nous devons agir. Agir ensemble et agir vite, car il y a urgence.

La première des urgences s'appelle la Syrie.

L'Assemblée des Nations unies a plusieurs fois dénoncé les massacres perpétrés par le régime syrien, demandé que les responsables des crimes commis soient jugés et souhaité une transition démocratique. Mais encore aujourd'hui le calvaire de la population se poursuit. 30 000 morts depuis 18 mois. Combien de morts encore devons-nous attendre avant d'agir ? Comment admettre cette paralysie de l'ONU ?

J'ai une certitude : le régime syrien ne retrouvera jamais sa place dans le concert des nations. Il n'a pas d'avenir parmi nous. C'est pourquoi, j'ai pris la décision au nom de la France de reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie, dès lors qu'il sera formé. Ce gouvernement devra lui-même donner des garanties pour que chaque communauté en Syrie soit respectée et puisse vivre en sécurité dans leur pays.

Sans attendre, je demande que les Nations unies accordent dès maintenant au peuple syrien toute l'aide, tout le soutien qu'il demande, notamment que soient protégées les zones libérées, et que soit assurée une aide humanitaire aux réfugiés. Quant aux dirigeants de Damas, ils doivent savoir que la communauté internationale ne restera pas inerte si, par malheur, ces dirigeants venaient à utiliser des armes chimiques.

L'autre urgence est de lutter contre la plus grave des menaces qui pèse sur la stabilité du monde : je veux parler de la prolifération des armes nucléaires. Depuis des années, l'Iran ignore les exigences de la communauté internationale, s'affranchit des contrôles de l'AIEA, ne respecte pas sa propre parole, et pas davantage les résolutions du Conseil de sécurité. J'ai moi-même souhaité qu'une négociation puisse sincèrement avoir lieu et qu'il y ait des étapes qui soient fixées. Là encore cette négociation n'a pas abouti. La France n'accepte pas cette dérive qui menace la sécurité de la région mais, nous le savons, aussi la paix dans le monde. Je veux donc dire ici de nouveau que nous sommes prêts à prendre de nouvelles sanctions, non pas pour punir le grand peuple iranien,

mais pour dire à ses dirigeants qu'il convient de reprendre la négociation avant qu'il ne soit trop tard.

La troisième urgence est de trouver enfin une issue au conflit israélo-palestinien.

Le statu quo que nous connaissons n'est pas une réponse. C'est une impasse. La France là encore, j'en prends l'engagement, contribuera de toutes ses forces à restaurer les bases d'une négociation devant déboucher sur la coexistence de deux Etats dont chacun sait bien qu'elle est la seule solution pour qu'il puisse y avoir une paix juste et durable dans cette région.

La dernière urgence, et c'est peut-être la première qui doit nous mobiliser cette semaine, est le Sahel. La situation créée par l'occupation d'un territoire au Nord Mali par des groupes terroristes est insupportable, inadmissible, inacceptable, pas seulement pour le Mali qui est affecté par ce mal terroriste mais pour tous les pays de la région et au-delà de la région, par tous ceux qui peuvent être frappés un jour par le terrorisme. L'Union Africaine, que je salue, la CEDEAO ont déclaré être disposées à prendre des décisions courageuses. Les autorités du Mali viennent de nous saisir. Alors il n'y a pas de temps à perdre. La France, je l'annonce ici, soutiendra toutes les initiatives permettant que les Africains eux-mêmes règlent cette question dans le cadre de la légalité internationale avec un mandat clair du Conseil de sécurité. Oui, il faut que le Mali retrouve l'intégrité de son territoire et que le terrorisme soit écarté de cette zone du Sahel.

Mesdames, Messieurs, le rôle de l'ONU est de répondre à l'urgence. Mais il n'y a pas que l'urgence, il y a aussi une ambition qui doit nous mobiliser tous ensemble : celle du développement.

La Conférence de Rio, j'y ai participé, a été une étape : décevante pour les uns, encourageante pour les autres. Je considère que nous avons aujourd'hui un agenda qui doit permettre de concilier, de conjuguer la croissance économique, la réduction de la pauvreté, le progrès social, la protection de l'environnement... Voilà ce que nous avons à faire dans la durée.

Nous avons devant nous le rendez-vous de l'accord sur le climat

en 2015. J'annonce ici que la France est disponible pour accueillir, à cette date, la conférence des Nations unies pour les changements climatiques. Parce que je veux que nous réussissions ensemble à relever ce défi.

Parallèlement, je rappelle qu'une des déceptions de Rio a été le fait que nous ne puissions pas nous mettre d'accord pour la création d'une Organisation des Nations unies pour l'environnement. Cela reste l'objectif de la France, créer cette agence de l'environnement qui serait située en Afrique parce que c'est un continent qui a été trop longtemps délaissé et qui affronte des périls climatiques, et c'est aussi un beau symbole que de confier à l'Afrique cette future agence mondiale pour l'environnement. Puisque je parle de développement, je veux aussi que nous regardions franchement la réalité : nous n'atteindrons pas les objectifs du millénaire sans ressources nouvelles. Chacun connaît les contraintes budgétaires de nos Etats respectifs. C'est pourquoi à cette tribune des Nations unies je lance un appel en faveur des financements innovants. Avec eux, nous donnons tous les moyens à nos organisations pour lutter efficacement contre les maladies, le SIDA, le paludisme... Et je veux saluer le succès d'UNITAID qui a été financé par la taxe sur les billets d'avion. Voilà la voie qui a été ouverte. Aujourd'hui nous devons franchir une seconde étape, je la propose, à travers l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, à laquelle d'ailleurs plusieurs pays européens ont donné leur accord de façon à ce que les mouvements de capitaux puissent être freinés ou, s'ils ne le sont pas, que par cette taxe, ils puissent financer le développement et la lutte contre les fléaux sanitaires. La France s'est dotée de cette taxe. La France a même pris un autre engagement : de reverser une partie des produits de cette taxe, au moins dix pour cent, pour le développement et pour la lutte contre les fléaux sanitaires et les pandémies.

Tel est le message que je voulais vous adresser : faisons en sorte qu'une taxe à l'échelle du monde puisse être mise en place sur ces transactions financières et que son produit puisse être affecté à son développement et à la lutte contre les pandémies. Ce serait un bel exemple de ce que j'appelle la mondialisation de la solidarité.

Voilà ce qui est aujourd'hui une des plus belles idées que le monde soit capable de porter.

Mais la Mission des Nations unies n'est pas simplement de lutter contre l'instabilité financière ou de faire en sorte que le développement soit une grande cause. C'est aussi de lutter contre toutes les formes d'instabilité.

Je pense au trafic de drogue, fléau touchant les pays de production, de transit et de commercialisation. Face aux narcotrafiquants, à leurs alliances avec les réseaux terroristes, là encore les Nations unies doivent bâtir une stratégie mondiale de lutte contre la drogue et la mettre en œuvre. De la même manière, les trafics d'armes représentent aussi un très grave danger. La France est résolument engagée dans la conclusion d'un traité universel sur le commerce des armes.

Ce que l'ONU doit aussi défendre, doit aussi promouvoir, c'est une conception du monde fondée sur les droits et libertés fondamentales.

Les « printemps arabes » ont montré que ces valeurs étaient universelles, valaient pour tous les continents, pour tous les pays. Je veux saluer ce qui s'est produit en Tunisie, en Libye, en Egypte.

C'est vrai que les transitions ne sont pas faciles, qu'il y a des risques, qu'il peut y avoir des allers-retours, que les violences peuvent tenter de faire disparaître les acquis et les progrès. La France appuiera les nouvelles autorités politiques issues d'élections démocratiques dans ces pays pour combattre sans aucune complaisance, l'extrémisme, le fanatisme, la haine, l'intolérance et les violences, quelles que soient les provocations qu'elles peuvent rencontrer, parce qu'il n'y a pas de justification à la violence, jamais.

La France veut être exemplaire, non pas pour faire la leçon mais parce que c'est son histoire, c'est son message. Exemplaire pour porter les libertés fondamentales, c'est son combat, c'est aussi son honneur.

C'est la raison pour laquelle la France continuera de mener tous ces combats : pour l'abolition de la peine de mort, pour les droits

des femmes à l'égalité et à la dignité, pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité, qui ne peut pas être reconnue comme un crime mais au contraire comme la reconnaissance d'une orientation, et nous continuerons à nous battre pour la protection des civils. Je rappelle que cette Assemblée a été capable d'affirmer un principe : les Etats ont tous la responsabilité d'assurer la sécurité de leurs civils. Et si un Etat vient à manquer à cette obligation, c'est à nous, à l'ONU, d'engager les moyens de l'assumer à sa place. N'enterrons pas cette promesse parce qu'elle peut être utile. Je pense notamment à ce qui se produit dans la République démocratique du Congo, où les civils sont les principales victimes des affrontements et où les ingérences doivent cesser le plus rapidement possible.

Voilà les principes et les orientations que la France portera, défendra aux Nations unies. La France a confiance dans les Nations unies. Elle sait qu'aucun Etat aussi puissant soit-il ne peut régler les urgences, mener le combat pour le développement, venir à bout de toutes les crises. Aucun Etat ne le peut mais en revanche si nous sommes ensemble alors nous serons à la hauteur de nos responsabilités. La France veut que l'ONU soit le centre de la gouvernance mondiale. Mais est-ce que les Etats qui forment notre Organisation veulent que ce soit là le principe et l'objectif ?

Je le dis avec gravité quand il y a de la paralysie, quand il y a de l'inertie, quand il y a l'inaction, alors l'injustice, l'intolérance peuvent trouver leur place.

Ce que je veux vous faire comprendre à cette tribune c'est que nous devons agir, agir pour prendre nos responsabilités, agir pour régler les urgences, la Syrie, la prolifération nucléaire, le Sahel, agir aussi pour un autre monde, pour qu'il soit celui du développement, agir pour les financements innovants, agir pour qu'il y ait une lutte contre les fléaux sanitaires, agir, agir toujours, agir ensemble, soyons à la hauteur de la mission qui nous a été confiée et de l'attente des peuples, voilà le message de la France.

François Hollande

